

## Faible NON

---

Philippe Brindet  
30 mai 2005

Moins de 55% de NON au référendum. Il n'est pas possible de conclure à un rejet massif de quoique ce soit. En l'état, on peut seulement affirmer deux choses.

0

0 0

Le projet de Constitution européenne était réellement incompréhensible, parce que la construction européenne est elle-même politiquement incompréhensible. L'Europe politique est une Europe qui se fait sous la seule volonté d'une caste politique dirigeante se référant de manière affirmée et sûre d'elle aux Lumières de la Révolution française et dont les compromissions avec le grand capital sont patentes et irresponsables. Les liens entre la caste politique et les maîtres de l'économie capitaliste sont évidents et s'appellent fiscalisme et collusion entre les deux castes.

Les tenants du Oui eux-mêmes perçoivent cette compromission et cette collusion qu'ils tentent de masquer par des slogans comme l'affichage de valeurs gauchistes et l'invocation à la paix et au "plus-jamais-ça" comme en 1937 on hurlait "plus-jamais-la-guerre".

Les tenants du Non ont peut être perçus aussi collusion et compromission. Mais ils ne les ont pas dénoncés, les plus gauchistes d'entre eux se bornant à réclamer "plus de social" pour éviter peut-être les mots qui fâchent comme "révolution" ou "lutte des classes", vocabulaire absolument oublié dans le débat politique. Faut-il s'en plaindre ? Les autres nonistes ne pouvaient pas adhérer à de telles idéologies et se sont bornés à agiter le spectre de la Turquie et de façon plus modérée à condamner l'abandon de souveraineté.

0

0 0

Mais aussi, la Construction européenne contient une innovation politique qui n'a pas été assez souligné. L'article 1 de la première partie de son projet rendant compte de l'état du corps politique qui se dote de la Constitution met en scène deux acteurs : les peuples et les Etats.

Or, la Constitution Européenne est une sorte de Constitution tout à fait anormale en démocratie qui suppose le respect des valeurs de liberté d'égalité et de fraternité, même si les concepts sont désignés de manières différentes. En effet, il n'existe ni liberté, ni fraternité ni égalité entre un Etat et un citoyen. Le citoyen est un sujet de l'Etat soumis à sa loi. Le citoyen doit marquer toujours sa révérence à l'égard de l'Etat et il applique les décisions de l'Etat.

Toute l'ambiguïté de la construction européenne se trouve là. Le contenu du projet de Constitution qu'il a jugé trop monstrueux ne regarde pourtant pas plus le citoyen que les réglementations nationales, qui sont elles-mêmes presque aussi monstrueuses. C'est le domaine de l'autorité de l'Etat qui, par nature de la démocratie européenne, est essentiellement totalitaire et dictatorial.

La question soumise au référendum n'était pas : "Approuvez-vous le contenu du projet de Constitution européenne", mais « Approuvez-vous le projet de loi qui autorise la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe ? »

Autrement dit, la construction européenne est bien tenue pour la seule affaire des Etats, à charge

pour eux de "gérer" la question démocratique avec leurs citoyens. Le référendum du 29 mai était de cette espèce qui "dédouanait" l'Etat français du grief de "déficit démocratique".

La plupart des Etats contractants ont considéré que la question ne concernait pas le peuple, mais l'Etat. Ils ont appliqué l'autorisation de la ratification par la voie parlementaire qui a donné des résultats de vote "brejneviens". Le Parlement français a voté sur des questions proches dans les mêmes proportions. Une telle unanimité montre le régime de terreur qui s'est abattu en Europe sur tout ce qui touche la question de la construction européenne.

L'Espagne et la France ont soumis la question référendaire au peuple. L'Espagne dit OUI. Le peuple français dit NON.

Demain les Pays-Bas et le Royaume-Uni ?

- - -